

La CENI appelle à la neutralité des corps de défense et de sécurité

PANA, 10/08/2009 Bujumbura, Burundi - Le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) du Burundi, Pierre Claver Ndayicariye, a convié lundi les gestionnaires des corps de défense et de sécurité autour des enjeux électoraux de 2010 pour leur demander d'observer une "stricte neutralité" le moment venu. L'impartialité de ces corps contribuera à un processus électoral apaisé et crédible, a souligné en substance le patron de la CENI, ajoutant que la période électorale demande à chaque citoyen en général de mettre en avant l'intérêt supérieur de la nation et au premier chef les intérêts des corps de défense et de sécurité en particulier d'être non partisans.

Partant des soucis exprimés par les membres de la CENI d'obtenir des "élections apaisées, libres, transparentes et démocratiques", le ministre de la Défense nationale et des Anciens combattants, le lieutenant-général Germain Niyoyankana, de son côté, a offert spontanément d'afficher une "stricte neutralité" et promis de ne "pas céder aux sollicitations d'une quelconque partie". "De notre côté, nous attendons de la CENI qu'elle soit réellement indépendante. Le reste, c'est notre responsabilité de nous gérer", a-t-il ajouté. En 1993, un coup d'Etat militaire avait brutalement interrompu le processus démocratique alors en cours au Burundi et ouvert la voie à une longue décennie de guerre civile dont les conséquences se font sentir aujourd'hui encore. D'autres coups de force moins violents, comme moyen d'accéder au pouvoir, ont jalonné l'histoire du Burundi comme en 1972, 1976, 1986 et 1996. La hantise des coups de force est telle que l'actuel chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, aime rappeler à chaque anniversaire de son régime (bientôt quatre ans) qu'il est pratiquement le seul président démocratiquement élu à avoir passé autant d'années au pouvoir. Un récent rapport de l'Union européenne (UE), très controversé dans les milieux dirigeants à Bujumbura, est venu dernièrement raviver les mauvais souvenirs de coups de force dans l'opinion en accordant la thèse d'un "putsch militaire" parmi les scénarios catastrophes qui risquent d'arriver au Burundi au cas où les futures élections de 2010 ne se dérouleraient pas à la satisfaction de tous les protagonistes.